

PIERRE MOREL

Représentant spécial de l'UE pour l'Asie centrale et la crise en Géorgie

Merci Thierry et merci à ceux qui sont encore là pour un sujet austère et en même temps majeur.

Je l'aborde directement pour dire que j'y vois un problème majeur, mais en plein renouvellement pour lequel nous aurons vraiment de la peine à trouver une vraie réponse. Un problème majeur, certes, porté par une longue mémoire: Abraham fut la première figure des migrants et on peut dire que depuis, la vérité psychologique, morale du migrant, a traversé l'histoire.

En même temps, nous sommes au Maroc qui répond à la caractéristique finalement assez rare d'être à la fois un pays d'origine, un pays de transit, un pays de destination, un pays de retour et également un pays où ce que l'on appelle la migration circulaire ou temporaire s'exerce dans une assez forte proportion. Donc, un cas tout à fait intéressant et central dans ces problématiques de la migration.

Permettez-moi un saut dans l'actualité : le président Barack H. Obama, le président Nicolas Sarkozy, David Maliband ou encore le président du parti des Verts d'Allemagne, Cem Ozdemir, voilà quatre personnalités qui ont vécu les migrations ou les conséquences des migrations. On peut ainsi mesurer les conséquences humaines dans le monde contemporain, globalisé à sa façon. En même temps, il est temps de rendre hommage aux démographes qui, pendant longtemps, ont été mis de côté, peu écoutés ; on peut penser à Alfred Sauvy et à bien d'autres. Les enjeux démographiques sont majeurs pour les années qui viennent.

I. Le sujet des migrations est en plein renouvellement pour beaucoup de raisons.

Premièrement, par l'information, avec partout, l'effet des antennes satellitaires. On assiste à une égalisation des aspirations par rapport au mouvement traditionnel, historique de l'exode rural qui a traversé les siècles et a été un mode de fonctionnement normal des sociétés. Quand à l'échelle de la planète et de façon instantanée comme cela a été rappelé plusieurs fois aujourd'hui, chacun est mis directement en présence d'autres modes de vie présentés, il y a égalisation des aspirations. Il ne s'agit plus de gagner la ville d'à-côté, il s'agit d'essayer d'avoir ce que l'on voit.

Autre facteur, l'incitation à la mobilité. Du fond de l'Est de l'Europe, aujourd'hui, quelques dizaine d'euros vous amènent, jusqu'à l'Union européenne, que ce soit des Balkans, de Kiev ou de Russie.

C'est donc un effet considérable d'amplification des mouvements.

Il faudrait ensuite citer le vieillissement des pays d'accueil, fait très marquant en Europe pour la plupart des pays de l'Union européenne. Les baby-boomers partent à la retraite et on commence à voir l'impact très direct sur la vie de nos sociétés. En même temps, autre facteur, la migration est devenue un métier - disons-le brutalement -, un sale métier : trafic, exploitation, nouvel esclavage et traite des personnes.

En même temps, le phénomène classique de l'intégration qui doit être l'aboutissement de la migration, sauf les cas de migrations circulaires, devient de plus en plus urgent et en même temps de plus en plus difficile. On a là des contradictions qui s'accroissent dans des sociétés devenues plus fragiles du fait de leur ouverture et de leur complexité.

Enfin, je citerai l'impact de la crise qui pousse au retour inattendu des travailleurs migrants. Je prends un exemple qui vient d'Asie centrale pour parler du Tadjikistan, dans lequel environ 600 000, voire 1 million de travailleurs migrants travaillent hors du pays, leurs revenus représentent la moitié du PNB du Tadjikistan.

On estime que 30 % sont revenus de Russie, des hommes jeunes, sans emploi sur place et avec des conséquences que l'on voit déjà très directement. M. Zinsou parlait des émeutes de la faim, on voit aussi la montée des trafics, et notamment le trafic de drogue, on est à côté de l'Afghanistan. Que faire d'autre ? C'est si facile, c'est si tentant, puisqu'on n'a plus d'autres revenus. L'autre facteur, c'est la radicalisation et l'extrémisme. Le Parti de la Renaissance Islamique qui est le seul parti d'inspiration musulmane dans toute l'Asie centrale est composé à 55 % de femmes qui sont devenues chefs de famille par nécessité, dont les conditions de vie sont lourdes et qui portent une frustration, une attente et un besoin de soutien qui prend notamment la forme de la recherche d'un soutien communautaire, d'un mouvement qui exprime une vision fondamentaliste de la société mais apporte surtout des aides concrètes moyennant quoi, il faut, même si ce n'est pas du tout la tradition du Tadjikistan post-soviétique, il faut porter le voile, etc.

II. Voilà quelques effets de la crise et l'effet indirect des migrations.

Le problème va croissant, parce qu'on maîtrise encore mal les migrations régionales mais on voit bien que le changement climatique a commencé à faire son effet. Dakar ne serait pas l'immense conurbation qu'elle est, sans la sécheresse du Sahel, par exemple, et bien d'autres cas peuvent être cités. Certes, on a peut-être tendance aujourd'hui à dramatiser les migrations climatiques, mais elles sont une réalité. Je rappellerai un rapport qui est sorti il y a un an et demi de l'Union européenne établi par Javier Solana et Benita Ferrero-Waldner, « Changements climatiques et sécurité internationale ». La thèse dominante est qu'il n'y aura pas de crise internationale proprement climatique, mais que le changement climatique sera un amplificateur de crise.

A partir de là, la réponse est très difficile à élaborer. Où est la difficulté ? Je vois trois points essentiels.

D'abord, le problème est fondamentalement territorialisé. Même s'il a une dimension mondiale, il se traite fondamentalement, à l'échelle territoriale, pour des raisons évidentes d'autorité publique, de maîtrise des flux, de gestion des frontières et de pilotage du corps social d'une certaine façon qui est toujours présente.

Les diplomates ont pu constater comment la politique des visas, pratiquement dans tous les pays, en tout cas dans l'Union européenne, est passée en quelques années des ministères des Affaires Étrangères au ministère de l'Intérieur. Cela dit très bien les choses. Les consulats, de plus en plus, travaillent avec les ministères de l'Intérieur. C'était le cas auparavant selon une logique de consultation, maintenant c'est quasiment une commande directe ou en cogestion. Cela s'est passé en quelques années. On le vérifie aussi à Bruxelles, le Conseil du ministre de l'Intérieur fait la politique et non plus, sur ce point, le Conseil des ministres des Affaires étrangères. Le basculement est tout à fait révélateur: la réponse est territoriale.

Deuxièmement, la réponse a une dimension passionnelle. Elle est liée à l'identité, à une réaction des sociétés vis-à-vis des mouvements et des conséquences de la mondialisation avec une dimension politique. C'est évident, mais on le voit aussi dans le comportement des gouvernements avec des oscillations entre la gestion de contrôle territorial et puis, de temps en temps, des vagues de régularisations puisque la situation est intenable autrement. On a eu des zigzags qui démontrent très bien que dans le choix d'une politique, de temps en temps on fait un pas de côté, on revient,

puis on reprend. Autrement dit, suivre un cours parfaitement rationnel et cohérent, construire une politique dans la durée n'est pas facile.

Je constate, en outre, la méconnaissance des phénomènes, qu'on les saisit mal jusqu'à maintenant. Un exemple: les revenus des travailleurs migrants transférés vers le sud représentent à peu près 300 milliards de dollars par an, alors que l'aide publique au développement, c'est 120 milliards de dollars par an. On parle constamment de l'aide publique, on essaie d'atteindre des objectifs, mais que sais-t-on des transferts? Qu'est-ce que l'on sait et dans quelle mesure les intègre-t-on?

Autre exemple – le G8 ne s'en est occupé que récemment -, l'abaissement des coûts des transferts des revenus vers le pays d'origine. On voit bien la prolifération des agences de transferts qui sont bien placées pour recueillir une fructueuse rémunération pour le service assuré. Il a fallu que le G8 constate bien tardivement la nécessité de remettre de l'ordre en réduisant la ponction sur les transferts des revenus.

Quelles conséquences ? On arrive ainsi à une vraie réflexion sur le développement. Comment aborder le développement aujourd'hui et le lier avec les migrations ? La notion de co-développement s'est installée. Il était temps. On aurait dû faire du co-développement dès le début, c'est-à-dire gérer ensemble un programme, un projet et non pas l'apporter, l'installer clef en main et dire : j'ai fait ce qu'il fallait.

En même temps, le co-développement incite à avoir une gestion plus intelligente des phénomènes migratoires, et tant mieux. Mais on ne peut non plus confondre co-développement, aide au développement et politique de développement qui représente une démarche infiniment plus complexe.

L'immigration sélective est aussi une idée qui a émergé récemment, qui peut conduire à la fuite des cerveaux. Je signale que l'OMS, par exemple, travaille sur le risque d'abaissement et de paralysie des secteurs de santé à cause de transferts massifs de personnels de santé vers les pays développés qui offrent de meilleures rémunérations, au dépens des pays d'origine.

Voilà des notions sur lesquelles il faut travailler. Nous avons ces jours-ci un forum mondial sur « Les migrations et le développement » qui est précisément un effort pour essayer d'intégrer les deux.

La politique européenne a essayé de le faire en partant est partie d'une notion simple que l'on connaît, le système Schengen, c'est-à-dire la liberté à l'intérieur et le contrôle à l'extérieur, avec toutes les limites que cela comporte. Schengen a été très critiqué en disant que le regard porté sur la migration est un regard négatif. La migration est vue comme une menace alors que, fondamentalement, dans les années qui viennent, elle doit être une richesse pour l'Europe. Le pacte européen sur les migrations et l'asile qui a été adopté sous la présidence française en octobre dernier essaie justement de proposer une logique de partenariat entre le pays d'origine, le pays de transit et le pays de destination.